

SOMMAIRE

De nos jours, les possibilités d'introductions d'espèces non indigènes ont augmenté parallèlement à l'augmentation des échanges commerciaux et à la multiplication des voyages de tous genres. Le succès des introductions se traduit souvent en termes de taux d'invasion. Celles-ci perturbent les écosystèmes et modifient à jamais les milieux, mais ce sont généralement les milieux déjà fragilisés qui posent les plus grands risques. Dans ce contexte, les effets des changements climatiques sont un facteur additionnel de fragilisation du milieu et nous permettent de prévoir un taux d'invasion accru.

L'objectif général de cet essai est de cerner la problématique des espèces envahissantes introduites et évaluer leur impact sur la biodiversité des écosystèmes d'eau douce du Québec. Plus spécifiquement, il cherche à évaluer les impacts de ces invasions sur l'économie, l'environnement et la société. Il vise aussi à analyser des solutions possibles mises de l'avant et des contraintes au contrôle des populations introduites; d'analyser des solutions possibles pour éviter de nouvelles introductions; et d'apporter les recommandations soit pour éviter les invasions de nouvelles espèces et contrôler les populations introduites, voire réduire leur impact.

Les modes d'introduction volontaire et expérimentale sont reliés au jardinage, à l'aquariophilie, à la lutte biologique et à l'adoption-abandon, tandis que les introductions accidentelles découlent généralement du transport, de l'aquaculture, des sports et loisirs nautiques. Ultimement, de multiples introductions pourraient découler des effets des changements climatiques.

Relativement à la progression des invasions, des espèces non indigènes de tous les niveaux trophiques mises en parallèle ont des impacts interreliés, parfois multipliés. Des hypothèses mises de l'avant relativement aux impacts des changements climatiques nous indiquent que les effets cumulés des invasions et des perturbations des systèmes connus ouvrent la porte à de multiples perturbations qui risquent de faciliter les nouvelles invasions.

Les chassés-croisés des enjeux environnementaux, économiques et sociaux pointent vers le besoin de réévaluer les objectifs de contrôle de notre société. Ainsi, les conflits d'usage par les divers intervenants devraient faire place à une collaboration et un

partage des connaissances. La réglementation n'étant pas propice à la prévention efficace des invasions spécifiques, la création d'un organisme habilité à octroyer des certifications et offrir des choix respectueux des écosystèmes pourrait unir les ressources acquises de part et d'autre.